

Ouverture de la conférence de l'OMC à Bali

D'ici vendredi, les 159 pays membres de l'OMC doivent trouver un accord dans le cadre du cycle de Doha de libéralisation des échanges. Johann Schneider-Ammann soutient un accord.

Commerce mondial

La 9e conférence ministérielle de l'OMC a été ouverte mardi à Bali par le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono. D'ici vendredi, les 159 pays membres doivent trouver un accord partiel dans le cadre du cycle de Doha de libéralisation des échanges.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) joue son va-tout lors de cette réunion cruciale pour le système multilatéral. «J'ai l'impression que l'OMC a traversé une longue nuit. J'espère qu'ici à Bali nous verrons un nouveau matin de l'organisation», a affirmé devant quelque 2800 délégués le patron de l'OMC Roberto Azevedo en prononçant quelques mots introductifs.

Arrivé mardi à Bali, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a affirmé que la Suisse soutient entièrement la conclusion d'un accord au sein de l'OMC. Il va s'efforcer d'y contribuer et a espéré qu'une percée soit possible jeudi soir. «L'on a intensivement travaillé. Il y a beaucoup en jeu, il ne faut pas sous-estimer les conséquences d'un échec à Bali», a affirmé le conseiller fédéral à un groupe de journalistes suisses.

«Nous voulons contribuer à utiliser cette dernière chance», a ajouté le chef du Département fédéral de l'économie (DFE). «Nous sommes entièrement derrière les efforts de Roberto Azevedo», a-t-il affirmé. Johann Schneider-Ammann, qui doit avoir à Bali au total 20 entretiens bilatéraux d'ici jeudi, a confié rester optimiste malgré les points encore critiques à résoudre et a espéré qu'une percée soit possible jeudi soir.

Le conseiller fédéral a souligné que les textes sur la table à Bali sont acceptables et ne posent pas de problème à la Suisse.

Exigence de l'Inde

La principale difficulté à résoudre vient de l'exigence de l'Inde de faire accepter une solution non limitée dans le temps pour l'autoriser à soutenir ses agriculteurs au-delà des obligations prévues par l'OMC. Le ministre indien Anand Sharma a fait savoir à quelques heures de l'ouverture que l'Inde ne fera pas de compromis sur la sécurité alimentaire et qu'il bénéficie d'un soutien politique unanime sur ce point dans son pays.

Les pays développés ont proposé une solution intérimaire prévoyant une «clause de paix» évitant pendant quatre ans tout différend pour les subventions dépassant le 10% de la production agricole. Une proposition qui ne satisfait pas l'Inde, mais les pays exportateurs agricoles ne veulent pas aller au-delà.